

Communiqué de Presse

4 Décembre, colère à la Culture

Les personnels franciliens d'administration centrale, des Bons-Enfants, de la rue des Pyramides (DMF, DGLFLF), des Archives nationales, de la DAP, de la DMDTS ... et aussi de l'INRAP, du Louvre, d'Orsay, de Versailles, de la BNF, de Beaubourg, de Guimet, de Rodin, de Fontainebleau, de la Cité des sciences et de l'industrie, de la RMN, des Arts Décoratifs, du C2RMF, des musées du Quai Branly, de Picasso, de Cluny, de Saint-Germain, du MUCEM, du CMN, de la BPI, des écoles d'architecture, de l'ENSAD, du Mobilier national et des Manufactures, du DSI (St Cyr), du Conservatoire d'Art Dramatique, et d'autres encore, se sont réunis en masse (**plus de 400 personnes**) dans le hall des Bons-Enfants.

Ils ont réaffirmé avec force leur opposition au processus destructeur de la RGPP au ministère de la Culture. Ils se sont de nouveau prononcés :

- **contre la disparition des actuelles directions centrales, des services et des missions qui les composent,**
- **contre les centaines de suppressions d'emplois programmées par C. Albanel,**
- **contre les projets de « restructurations », de filialisations et d'externalisations,**
- **contre celui de délocalisation du siège de l'INRAP,**
- **contre la fragilisation accrue des services déconcentrés (DRAC et SDAP) et la déstabilisation généralisée des établissements publics,**
- **et pour le retrait de ces mesures.**

Les personnels ont exigé que les autorités ministérielles viennent rendre des comptes en direct sur leur politique devant l'assemblée générale.

Après une bonne heure et demie d'attente, sont enfin arrivés la conseillère sociale de la Ministre, le Secrétaire général du ministère et son nouveau DRH, pour faire un exposé sans contenu et empreint de la meilleure langue de bois. Cette fine équipe n'a aucunement répondu aux questions précises et concrètes posées par les agents, au mépris de leur colère.

L'Assemblée Générale s'est massivement prononcée pour poursuivre et amplifier la lutte dans les jours et les semaines qui viennent pour le retrait de ces mesures gouvernementales. Elle a clairement mandaté l'intersyndicale Culture pour organiser assemblées générales et rassemblements, ainsi que de nouvelles actions, dans la perspective d'une grève et d'une manifestation nationales dès janvier.